

NOUVEAU TEXTE SUR LA SOLVABILITE

Le **mode de calcul** reste **inchangé** :

$$\text{Ratio de solvabilité} = \frac{\text{Fonds propres disponibles}}{\text{Risques encourus}} > 8\%$$

La détermination des risques encourus est révisée comme suit :

a) Principe de pondération :

- **taux variables** (0%, 20%, 50%, 100%, 150%) en **fonction de la notation de crédit de la contrepartie**, notamment pour (cf. article 3, point 3.2) :
  - les créances souveraines étrangères (Etats, banques centrales étrangères, correspondants étrangers) ;
- **taux fixes**, à la discrétion de l'autorité de supervision (cf. article 3, point 3.1) :
  - pour les créances souveraines nationales (Etat malagasy, Trésor Public, Banque Centrale de Madagascar), taux proposé 0%,
  - pour les créances à court terme, de durée initiale moins de 3 mois, sur les établissements de crédit résidents, taux avancé 0%,
  - pour les créances de durée initiale plus de 3 mois sur les établissements de crédit résidents, taux suggéré 20%,
  - pour les autres actifs (prêts et avances à la clientèle, comptes de liaison et de régularisation, immobilisations, portefeuille de titres...), taux de 100%.

b) Changements apportés :

- introduction de l'**approche standard simplifiée de Bâle II** pour l'évaluation des risques sur les emprunteurs souverains étrangers et correspondants étrangers (cf. article 3, point 3.2) ;
- utilisation des **facteurs de réduction de risques avec pondération des CDL (partie non couverte par des garanties) telle que prévue par Bâle II** et ce, en fonction du niveau des provisions constituées (cf. article 3, point 3.3) :
  - 150% si provisions spécifiques < à 20% du montant brut des CDL,
  - 100% si provisions spécifiques entre 20% et 50%,
  - 50% si provisions spécifiques > à 50% ;
- prise en compte du **risque opérationnel** par les encours sur les comptes d'ordre : 100% pour les soldes nets débiteurs des comptes d'encaissement et des comptes de liaison (cf. article 3, point 3.1, c) ;
- introduction également de la notion de « **facteur de conversion en équivalent de crédit** » (FCEC) pour les **éléments du hors-bilan** <sup>1</sup> (cf. article 3, point 3.4).

Un tableau comparatif entre l'ancien et le nouveau texte figure à la page suivante.

---

<sup>1</sup> *Eléments du hors-bilan pondérés à 20% jusqu'à présent.*

NOUVEAU TEXTE SUR LE PROVISIONNEMENT

L'instruction n°004/97 de la CSBF du 2 juin 1997 relative au provisionnement des risques des établissements de crédit fixe les règles de classement en créances douteuses, litigieuses ou contentieuses sur la clientèle et de leur provisionnement.

La révision de cette instruction porte sur les points suivants :

- **Extension de son application**, limité dans le passé aux risques-clients, **à l'ensemble des risques de contrepartie** (risques interbancaires, etc. cf. article premier) ;
- **Obligation d'une revue trimestrielle des risques** (au lieu d'une revue annuelle) pour la mise en cohérence avec les obligations sur le contrôle interne définies en 2000 (cf. article 2) ;
- **Déclassement en créances compromises** sur des **critères de risques**, à savoir, risques de ne pas percevoir une partie ou toute la somme due par le débiteur, sans attendre qu'il y ait des **impayés** (cf. article 3.1, premier tiret) ;
- **Inclusion des éléments de hors-bilan** dans le système de classification (cf. article 3, point 3.1 sur la contagion et point 3.2 sur le déclassement) et de provisionnement des risques (cf. article 6, point 6.2) ;
- **Exclusion de la faculté de constituer des « Provisions pour risques généraux »** sur les créances saines (cf. article 7 point 7.1) car non retenue par les nouveaux PCG et PCEC 2005, reliquat de provisions sur des exercices précédents à reporter selon le « guide de première application du PCG » ;
- Possibilité de **règles différentes** en fonction de la **catégorie d'établissements** de crédit (cas particulier des IMF), à fixer ultérieurement par la CSBF.